

Séance du conseil communal du 9 octobre 2019

Date de l'annonce publique de la séance : 3 octobre 2019

Date de la convocation des conseillers : 3 octobre 2019

Présents: Mmes et MM. Natalie SILVA bourgmestre, Nico DHAMEN, échevin, Paul EWEN, Florio DALLA VEDOVA, Luc JEMMING, Mirko MARTELLINI, Mme Eliane PLIER, et Alfred BERCHEM conseillers, Bruno BRUNETTI, secrétaire

Absent et excusé: M. Joël WEIS, échevin

1. Approbation du contenu du registre aux délibérations de la séance précédente du conseil communal.

Le contenu est approuvé et signé par tous les membres présents du conseil communal.

2. Règlement communal relatif à l'octroi de primes aux élèves et étudiants méritants de la commune de Larochette.

Le conseil communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Considérant que le collège échevinal voit la nécessité d'introduire un règlement communal précité ;

Sur proposition du collège des bourgmestre et échevins ;

décide à l'unanimité des membres présents

d'introduire avec effet dès la rentrée scolaire 2019/2020 le règlement communal suivant sur l'octroi de primes aux élèves et étudiants méritants ;

Art. 1

Sont à considérer comme candidats à cette prime les étudiants et élèves ayant résidé sur le territoire de la commune pendant toute l'année scolaire en question.

Art. 2

Les demandes pour la prime de l'année scolaire écoulée, accompagnée d'une copie du diplôme/bulletin, sont à adresser par les intéressés au secrétariat communal pour le 1^{er}

novembre au plus tard. Passé ce délai, aucune demande ne sera plus prise en considération. Un formulaire spécial de demande est mis à disposition des intéressés.

Art. 3

Le collège des bourgmestre et échevins pourra demander toutes les précisions qui semblent nécessaires et, le cas échéant, la production d'attestations et de pièces justificatives supplémentaires.

Art. 4

Une prime de mérite est allouée aux élèves et étudiants, sous condition d'avoir passé avec succès l'année en cours d'une des classes des lycées secondaires, respectivement secondaires techniques ou reconnue similaire et sous réserve qu'il existe des conditions de réussite mesurables, suivant le tableau ci-dessous.

Aucune prime de mérite n'est allouée à un élève ou étudiant ayant subi un échec, ayant redoublé sa classe ou ayant, lors d'un changement d'établissement à la fin de l'année scolaire, opté pour une classe du même niveau d'études.

Pour le calcul de la prime, la moyenne annuelle respectivement la mention annuelle est prise en considération.

moyenne annuelle	mention	Postprim. 1re-2e-3e année Montant	Postprim. 4e-5e année Montant	Postprim. 6e-7e année Montant
30-39	satisfaisant	50 €	50 €	150 €
40-49	bien	100 €	125 €	200 €
50-60	très bien	150 €	200 €	250 €

Art. 5

Les personnes qui, à partir de l'année scolaire 2019/2020, ont terminé avec succès une formation professionnelle sanctionnée par la délivrance d'un CCP (Certificat de capacité professionnelle), d'un DAP (Diplôme d'aptitude professionnelle), d'un DT (Diplôme de Technicien) bénéficient d'une prime unique s'élevant à 100 € (cent Euro) et pour l'obtention du brevet de maîtrise, ils bénéficient d'une prime unique de 150 € (cent cinquante Euro).

Art. 6

Les étudiants méritants fréquentant un établissement post-secondaire (Ecole Supérieure ou Université) bénéficient à partir de l'année scolaire 2019/2020 d'une prime égale à 150 € (cent cinquante Euro) sous condition d'avoir réussi avec succès l'année (resp. les 2 semestres) et sur présentation des documents à l'appui.

Disposition générale :

La prime est sujette à restitution, si elle a été obtenue par suite de fausses déclarations ou de renseignements inexacts.

Dit que les susdites primes seront versées aux intéressés à la fin de l'année scolaire sur demande écrite et contre présentation des pièces et documents justificatifs.

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

3. OLAI : Visite de bien à Larochette – suivi du dossier.

Madame la Bourgmestre informe les membres du conseil communal que comme convenu lors de la séance du 20 septembre l'administration communale a informé l'OLAI que le Conseil Communal de Larochette s'opposait formellement que l'OLAI installe une structure pour le logement de demandeurs de protection international dans l'Hôtel du Château au centre touristique de Larochette. Comme alternative à l'Hôtel du Château, la Commune a proposé de mettre à disposition de l'OLAI deux immeubles dont la « Maison Thein » lui appartenant.

Monsieur Yves Piron Directeur de l'OLAI invité en séance publique pour donner toutes les explications nécessaires aux conseillers communaux a dit qu'il allait respecter la volonté du conseil communal qui s'oppose formellement à ce que l'OLAI installe une structure pour le logement de demandeurs de protection internationale dans l'Hôtel du Château au centre touristique de Larochette. Il apprécie que la commune lui ait fait deux propositions dont celle de la mise à disposition de l'OLAI la « Maison Thein » appartenant à la Commune pour accueillir des demandeurs de protection internationale en général sur le territoire de la Commune.

Le conseil communal a aussi décidé à l'unanimité des membres présents d'inviter le Docteur Marc Droulans, propriétaire de l'Hôtel du Château dans une des prochaines séances du conseil communal afin de discuter ensemble avec lui de l'avenir de l'Hôtel du Château.

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

4. Approbation de l'organisation scolaire définitive 2019/2020.

Le conseil communal,

Vu l'organisation scolaire définitive 2019/2020 de l'enseignement fondamental ;

Vu la législation et les instructions sur la matière ;

à l'unanimité des membres présents ;

approuve l'organisation scolaire définitive concernant l'enseignement fondamental 2019/2020.

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

5. Modification des statuts du Syndicat pour l'aménagement et la gestion du parc Naturel « Möllerdall »

Le conseil communal ;

Attendu que le siège du Naturpark Möllerdall a été initialement fixé dans la commune de Beaufort au L-6315 Beaufort, 9 rue de l'Église et que les bureaux sont situés au L-6315 Beaufort, 8 rue de l'Auberge ;

Vu que depuis la création du Naturpark Möllerdall les communes membres Mompach et Rosport ont fusionné en la commune de Rosport-Mompach avec effet au 1^{er} janvier 2018 ;

Vu que la nouvelle candidature du Naturpark Möllerdall pour l'obtention de l'UNESCO global Geopark label est prévue pour 2020 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels ;

Vu la loi modifiée du 23 février 2001 relative aux syndicats des communes ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 17 mars 2016 portant déclaration du Parc naturel du « Möllerdall » ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 10 juin 2016 autorisant la création du Syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc Naturel du « Möllerdall », en abrégé « Naturpark Möllerdall » ;

Sur proposition du Comité du Syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc Naturel du « Möllerdall », en abrégé « Naturpark Möllerdall » ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

par scrutin nominal ;

à l'unanimité des membres présents ;

décide d'approuver la modification des statuts du Syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc Naturel du « Möllerdall », en abrégé « Naturpark Möllerdall » comme suit :

Art.1er.Création du syndicat

(1) En application du règlement grand-ducal du 17 mars 2016 portant déclaration du Parc Naturel du Möllerdall et de l'arrêté grand-ducal du 10 juin 2016 autorisant la création du syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc Naturel du Möllerdall, les communes de Beaufort, Bech, Berdorf, Consdorf, Echternach, Fischbach, Heffingen, Larochette, Nommern, Rosport-Mompach et Waldbillig ont décidé de s'associer avec l'État en un syndicat intercommunal qui a pour mission l'aménagement et la gestion du Parc Naturel du Möllerdall, objet plus amplement spécifié à l'article 5 des présents statuts.

Art.2.Dénomination

Le syndicat porte le nom de « Syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc Naturel et Geopark du Möllerdall », en abrégé « Natur- & Geopark Möllerdall ».

Art.3.Objet

Le syndicat a pour objet l'aménagement et la gestion du Parc Naturel et du Géoparc du Möllerdall sur le territoire des communes de Beaufort, Bech, Berdorf, Consdorf, Echternach, Fischbach, Heffingen, Larochette, Nommern, Rosport-Mompach et Waldbillig en observant à cet effet les objectifs énoncés par les articles 1er et 2 de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

Art.4.Siège

Le siège du syndicat est fixé à L-6315 Beaufort, 8, rue de l'Auberge.

Art.5.Membres

L'État et les communes de Beaufort, Bech, Berdorf, Consdorf, Echternach, Fischbach, Heffingen, Larochette, Nommern, Rosport-Mompach et Waldbillig sont les membres du syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc Naturel et Géoparc du Möllerdall, dénommé ci-après « syndicat ».

La présente délibération est transmise par l'intermédiaire du Syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc Naturel du « Möllerdall », en abrégé « Naturpark Möllerdall » à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire pour information et à Madame la Ministre de l'Intérieur aux fins qu'il appartiendra.

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

6. Avis du conseil communal relatif au projet des cartes des zones inondables « Hochwassergefahrkarten » et des cartes des risques d'inondation « Hochwasserrisikokarten ».

Le conseil communal,

Vu les projets des cartes des zones inondables et des risques d'inondation pour le cours d'eau de l'Ernz Blanche élaborés conformément aux dispositions de l'article 38 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau constituant l'élément principal de la mise en oeuvre de la Directive 2007/60/CE relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondation ;

Considérant que le dernier projet élaboré par l'Administration de la gestion de l'eau, a eu lieu en 2014-2015 ;

Considérant l'enquête publique allant du 17 juin 2019 au 17 septembre 2019;

Considérant le certificat de publication y afférant;

Considérant qu'une seule réclamation a été présentée dans les délais prescrits par la loi au collège échevinal à ce sujet ;

Considérant que cette réclamation émane des riverains Georges, Gratia, Kugener et Toussing de la rue Osterbour et qu'elle concerne le lieu-dit « Langwies » à Larochette ;

Considérant que cette réclamation sera transmise en même temps que ce présent avis au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ;

Considérant que le conseil communal est également appelé à se prononcer ;

Vu le projet des mesures anti-crues élaboré en plusieurs phases à l'intérieur de la commune qui sont en cours depuis 2006 ;

Vu restauration des prairies humides le long de l'Ernz Blanche entre Koedange et Soup, qui avait pour but d'abaisser le niveau des crues à l'intérieur des localités de Larochette et Ernzen ;

Considérant que la Commune de Larochette promeut le projet de renaturation de l'Ernz Blanche le-long de la localité d'Ernzen duquel des effets positifs sur la situation des hautes eaux à Larochette et Ernzen sont attendus ;

Considérant la « Starkregenstudie » effectuée par le Société Eepi de 2017 à 2019 ;

Considérant que lors de la séance du conseil communal en date du 9 octobre 2019 les points repris ci-dessous ont été abordés :

„ Der Gemeinderat stellt fest, dass die zur Verfügung gestellten Dokumente nur schwer nachzuvollziehen sind und die Daten zum jetzigen Zeitpunkt nicht vollständig erscheinen. Eine genaue Kontrolle der Abgrenzung der berechneten Wasserstände auf den Lageplänen ist ohne die derzeit fehlenden Schnitte des Gewässers kaum möglich. Der Gemeinderat stellt daher wegen fehlender Angaben zum Zeitpunkt der Verfassung der vorliegenden Stellungnahme den Entwurf des Hochwasserrisikomanagementplanes grundsätzlich in Frage.

Hinsichtlich der vorliegenden Lagepläne HQ10, HQ100, HQ_{extrême} sowie den daraus resultierenden Risikokarten, hat der Gemeinderat folgende Anmerkungen:

In Stellungnahmen im Zuge vorheriger Prozeduren (2010/2011, 2014) hat der Gemeinderat von Larochette einstimmig die zehnjährige und hundertjährige Hochwasserlinie in Frage gestellt und hinsichtlich der HQ_{extrême} konnte sich der Gemeinderat mangels Referenzen ähnlicher Hochwässer nicht äußern.

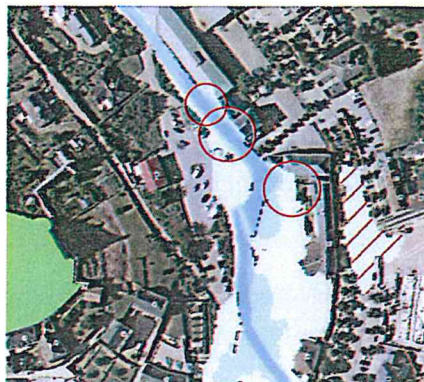
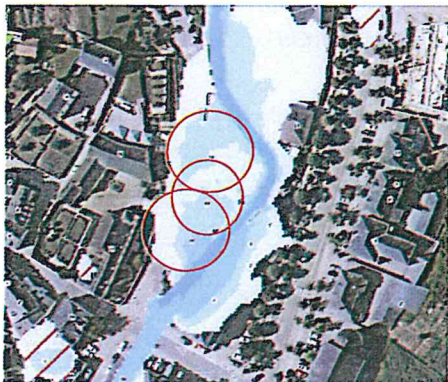
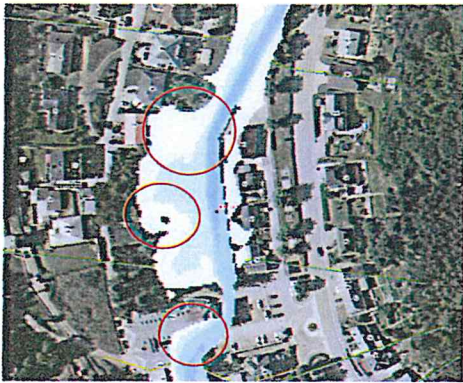
Es wird festgestellt, dass die Hochwasserstände entlang der weißen Ernz offenbar an vielen Stellen erheblich niedriger als in den vorherigen Hochwasserkarten berechnet worden sind. Es ist demnach davon auszugehen, dass zwischenzeitlich ausgeführte Hochwasserschutzmaßnahmen beziehungsweise Renaturierungsmaßnahmen eine gewisse Wirksamkeit nachgewiesen wurde. Dieser Umstand scheint auf den ersten Blick einerseits logisch, ist aber

mangels ergänzender Erklärungen kaum nachvollziehbar. In wie fern Ergebnisse aus einer vorliegenden Starkregenstudie in das Projekt der Hochwasserrisikokarten eingeflossen ist, und ob den Baumaßnahmen nach dem Hochwasserereignis im Erzthal vom 22.07.2016 Rechnung getragen ist, ist nicht gewusst.

Die HQ100-Linie im Bereich der Häuser 59-65, chemin J.A.-Zinnen erscheint nicht logisch, hier wurden Hochwasserschutzmassnahmen mittels einer Betonwand ausgeführt. Straßenseitig wurde ein Pumpenwerk erbaut welches im Hochwasserfall das Wasser an dieser Seite abpumpen soll. Demnach sollte theoretisch an dieser Seite der Mauer kein Wasser stehen können.



In vielen Bereichen stehen Gebäude welche von der HQ100-Linie überlagert werden. Da viele dieser Gebäude in Larochette geschlossen und teils mit mobilen Hochwasserschutz-elementen versehen sind, verdrängen diese die Wassermassen, diesem Punkt sollte unbedingt Rechnung im Zuge einer korrekteren Darstellung getragen werden. Die hier eingezeichneten Hochwasserstände erscheinen demnach fehlerhaft.

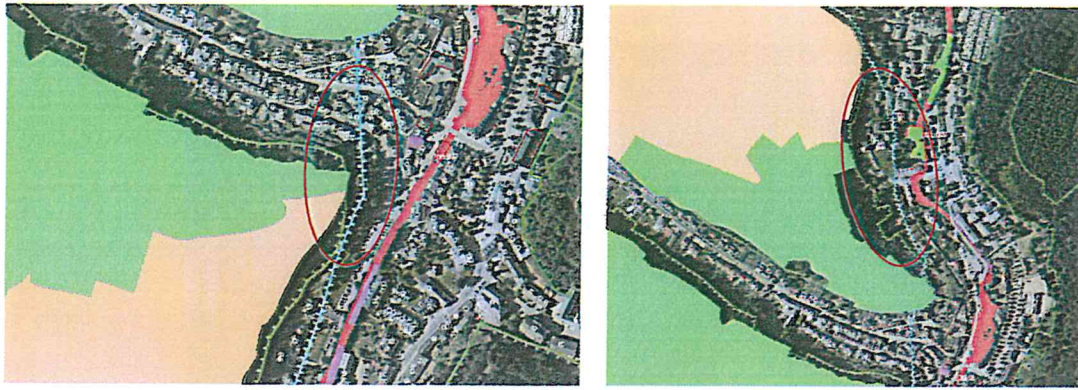




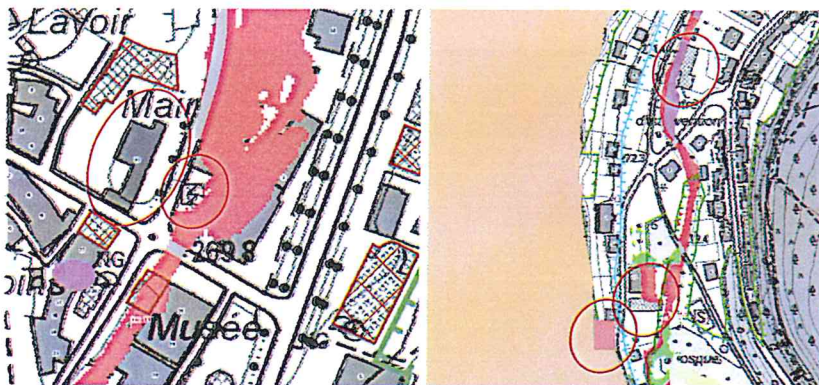
Die dargestellten „Pfützen“ bzw. „Senken“ welche keine direkte Verbindung zu dem untersuchten Gewässer haben, sind an vielen Stellen nicht schlüssig dargestellt. So sind an einigen Stellen zwar Geländeniveaus bei denen die NN-Höhe den Niveaus des Hochwassers entsprechen, es ist allerdings sehr fraglich ob hier ein Zusammenhang zwischen dem Hochwasser und diesen Senken gemacht werden kann. Ferner sind an anderen Stellen „Senken“ dargestellt, welche jedoch in direkter Verbindung mit dem untersuchten Gewässer stehen (Beispiel Manzebach). Beide Fälle sollten überarbeitet und korrigiert werden.



In Bezug auf die Hochwasserrisikokarten, welche in Anlehnung an die Hochwasserkarten gezeichnet sind, ist festzustellen, dass zum einen die zuvor genannten Bemängelungen gelten, zum anderen einige weitere Fehler enthalten sind. Die dargestellte „Zone de protection d’eau potable“ ist schlichtweg fehlerhaft dargestellt und entspricht in keiner Weise den Wasserschutzzonen welche aktuell in der Genehmigungsprozedur sind.



Die Definition und der Sinn in Hinblick auf die „Sites et bâtiments sensibles“ sollte erklärt werden. Nach Durchsicht der Pläne scheinen hier hauptsächlich öffentliche Gebäude dargestellt zu sein. Einige dieser Gebäude sind im aktuellen Projekt nicht dargestellt, so z.B. das Gemeindehaus, die CGDIS-Zentrale oder das „Ponts & Chaussées“-Atelier. Ferner ist der Gemeinderat der Meinung, dass ebenfalls Gebäude von denen Gefahren im Falle eines Hochwassers ausgehen können, ergänzt werden sollten. Hierzu zählen beispielsweise eine Tankstelle, ein Quellbauwerk oder Stromtransformatorstationen.



Schlussendlich bleibt bei den Hochwasserrisikokarten anzumerken, dass die „Typologie des activités économiques“ keineswegs den tatsächlichen Nutzungen entspricht. So ist beispielsweise an vielen Stellen „industries et activités économiques“ eingezeichnet wo „territoires urbanisés“ verzeichnet sein müsste, Umgekehrtes gilt ebenfalls an einigen Stellen.“



Aus den vorherigen Feststellungen resultiert, dass der Gemeinderat von Laroche

einstimmig aller anwesenden Mitglieder ;

- Die 10-jährige, 100-jährige sowie die extreme Hochwasserlinie für die Ortschaften Larochette und Ernzen und somit auch den daraus abgeleiteten Hochwasserrisikoplan in Frage stellt;
- Das Wasserwirtschaftsamt darum bittet die Hochwasserrisikokarten sowie den Hochwasserrisikoplan unter Berücksichtigung der umgesetzten und geplanten Renaturierungs- und Hochwasserprojekten in Bezug auf die Starkregenstudie aus dem Jahre 2019 zu überarbeiten und zu überprüfen.

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

7. Rue du Moulin : demande d'aménagement de bornes.

Le conseil communal,

Vu la demande, d'un de nos habitants, portant sur l'aménagement de bornes sur le trottoir le long de la rue du Moulin à Larochette ;

Vu que le collège des bourgmestre et échevins saisi par cette demande est d'avis que cette décision doit être prise en séance publique ;

Madame la bourgmestre entendue en ses explications ;

Vu la loi communale ;

Vu les dispositions et instructions sur la matière ;

Etant donné que le conseil communal met beaucoup d'importance en matière d'aménagement de l'espace public ;

Considérant que la validation de l'aménagement de bornes dans la rue du Moulin pourrait avoir comme conséquence d'autres demandes d'aménagement de bornes dans d'autres rues dans la commune ;

à l'unanimité des membres présents décide ;

- **de ne pas aménager des bornes supplémentaires sur le trottoir devant la maison de la partie demanderesse ;**
- **de formuler un courrier à la Police Grand-Ducale en leur demandant clairement de faire des contrôles réguliers et de verbaliser les automobilistes qui ne respectent pas le code de la route ;**

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

8. Organisation de déchets : demande quant à la possibilité de collecter les déchets dits « Grünschnitt »

Le conseil communal,

Vu la demande d'un habitant d'évaluer la possibilité pour l'évacuation des déchets verts par notre service technique ou par un autre organisme ;

Vu la nouvelle réorganisation du SIEDEC actuellement en cours ;

Vu la possibilité de procéder à l'évacuation des déchets verts par un organisme tel que le CIGR pour, mais que pour les personnes âgées de plus que 60 ans,

Considérant que l'option qui précède a été jugée trop chère ;

Considérant que la nouvelle réorganisation du SIEDEC propose en partie l'évacuation de déchets verts dans leur réorganisation ;

à l'unanimité des membres présents ;

- décide de ne rien entreprendre concernant la possibilité de collecter les déchets dits « Grünschnitt » par notre service communal ou par un autre organisme ;
- sait qu'avec la nouvelle réorganisation du SIEDEC une solution sera proposée aux habitants de notre commune à partir de juillet 2020 avec la poubelle de biodéchets ;
- se dit que de toute façon une solution existe actuellement pour nos habitants avec le lieu de ramassage de déchets verts et de jardin à Angelsberg (SIEDEC) ;

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

9. Questions au collège des bourgmestre et échevins.

- a) Monsieur Dalla Vedova demande à Madame Silva si l'administration communale a reçu des nouvelles sur « l'étude du trafic » dans la rue de Mersch ?**

Madame Silva explique à Monsieur Dalla Vedova que la Commune est toujours en attente de nouvelles de la part du Ministère resp. de l'Administration des Ponts & Chaussées.

- b) Monsieur Dalla Vedova redemande quand la couche définitive de macadam sera mise en œuvre dans la rue de Mersch ?**

Madame Silva explique à Monsieur Dalla Vedova, que c'est l'Administration des Ponts & Chaussées qui coordonnent les travaux, et que la couche définitive aurait déjà dû être aménagée pour la mi-septembre. Malheureusement et pour des raisons purement budgétaires les travaux ont légèrement été reportés. Nous sommes toujours en attente de nouvelles de la part de l'Administration des P & Ch.

Le conseil communal,